

Pays: Égypte

Commission: Sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA)

Problématique: Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?

L'Égypte est un pays africain qui se situe au nord-est du continent. Il fait le pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient. C'est l'un des pays dans lequel est née une des plus anciennes civilisations dans l'Histoire de l'Humanité qui remonte à -3150. Elle a donc une richesse culturelle et patrimoniale remarquable, et conserve encore les acquis et la mémoire d'une grande puissance. Au cours de son histoire, elle a fait l'expérience de nombreuses organisations politiques différentes, et aujourd'hui elle en fait encore avec son jeune gouvernement.

Après la révolution égyptienne de 2011, des élections ont été organisées hissant Mohamed Morsi, du parti Frères musulmans, à la tête du gouvernement. Mais celui-ci a été incapable de résoudre les problèmes et malheurs de notre chère patrie. Ainsi, extrêmement contesté par le peuple, il démissionne de son poste le 3 juillet 2013 et est condamné par trahison. C'est alors au devoir de l'armée de prendre le pouvoir dans un contexte de chaos, « d'intervenir pour empêcher l'Égypte de plonger dans un tunnel de conflits » et rétablir l'ordre.

De la sorte, depuis 2014, l'Égypte est une République démocratique présidentielle, ayant à la tête le chef des armées, le grand Abdel Fattah al-Sissi.

Pour son gouvernement, la question africaine est essentielle. L'Égypte ayant été parfois accusée d'être davantage tournée vers le Moyen-Orient que vers son propre continent, a démenti ces préjugés. En effet, Abdel Fattah al-Sissi a multiplié ses visites diplomatiques dans le continent; se rendant, en l'espace de trois ans, 21 fois en Afrique sur un total de 69 visites à l'étranger. De plus, son engagement auprès de l'UA n'a été que plus poussé ces dernières années. En effet, l'Égypte contribue de 12% au budget de l'UA, et a assumé sa présidence de 2019 à 2020.

Ceci démontre bel et bien, la préoccupation croissante qu'à le pays sur les affaires africaines. C'est pourquoi, l'Égypte considère que le Sommet UE - UA est un enjeu majeur de sa politique étrangère et plus largement de celle de tous les pays africains.

Grâce au partenariat avec l'UE, l'Afrique et l'Égypte pourront assurer leur croissance, indépendance économique et stratégique, et l'amélioration des conditions de vie de tous les africains. Pour cela trois volets seront débattus dans le Sommet: le sécuritaire, l'économique et le culturel.

En premier lieu, le volet sécuritaire est la priorité de l'Égypte. La lutte contre le terrorisme est vital tant pour les pays européens que pour les africains. Ainsi, pour contrer ses ramifications des réseaux terroristes au Sahel et au Sahara, l'Égypte étant la première puissance militaire du continent, entend entrer en partenariat avec les principales puissances européennes (France, Belgique, Allemagne...) afin d'assurer le maintien de la paix et la sécurité dans le monde. Dans cette perspective et dans celle de la stabilité des pays africains en proie de conflit, l'Égypte demande à l'UE et à l'UA une augmentation du financement du Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix (CCCPA), surtout pour résoudre des crises telles que la Libyenne et celle dont est victime le Soudan.

Ne faut il pas oublier, l'importance du volet économique du Sommet. Effectivement, l'UE joue un rôle capital dans la croissance du continent africain. L'Égypte demande donc une plus grande assistance financière plus ambitieuse que celle fixée dans les "EU-EGYPT PARTNERSHIP PRIORITIES 2017-2020". De cette manière, si ce soutien se généralisait à l'ensemble du continent, cela permettrait de créer des emplois, notamment dans le secteur industriel, et dynamiser l'activité économique de chacun des pays. En outre, il serait aussi possible d'accélérer la mise en place de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), initiative évoquée pour la première fois en 2017, ce qui permettrait de baisser les coûts des échanges intra-communautaires et de également stimuler les économies locales.

Finalement, l'Égypte ne considère pas qu'approfondir l'intégration politique et les échanges culturels soit nécessaire pour assurer la coopération entre l'UE et l'UA. Il faut d'abord satisfaire les objectifs sécuritaires et économiques, pour pouvoir se tourner vers les domaines culturels et politiques, et ceci évidemment dans le plus grand respect de la souveraineté et du droit de non-ingérence dans la politique intérieure des pays.

En vue d'atteindre ces objectifs, et un avenir prospère, pacifique et durable, la délégation de l'Égypte participera activement dans les débats, en accord avec ses priorités nationales, durant le Sommet entre l'Union Africaine et l'Union Européenne à Madrid ce prochain mois d'avril 2022.